



2006-2007
Campagne mondiale pour
la prévention des catastrophes

La réduction des risques de catastrophe commence à l'école



Unité thématique du Système de la SIPC sur les connaissances
et l'éducation coordonnée par :



Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture (UNESCO)
www.unesco.org

Pour de plus amples informations sur les membres et les
initiatives de cette Unité thématique, veuillez consulter le site :
www.unisdr.org/knowledge-education

La réduction des risques de catastrophe commence à l'école



Lors d'un aléa naturel, les enfants sont parmi les populations les plus vulnérables surtout s'ils sont en classe au moment de la catastrophe. En octobre 2005, plus de 16 000 enfants ont péri au Pakistan sous les décombres de leurs écoles lors d'un tremblement de terre et en février dernier, plus de 200 écoliers sont morts, sur l'île de Leyte, aux Philippines enterrés vivants sous une coulée de boue. Ces tragédies ne sont que quelques unes des catastrophes qui surviennent chaque année et qui nous exhortent à faire davantage pour mieux protéger les enfants.

Dans toute société, les enfants représentent l'avenir, et les écoles sont des lieux d'apprentissage où les valeurs culturelles et les savoirs traditionnels et conventionnels sont transmis aux jeunes générations. Si nous voulons protéger les enfants des risques de catastrophes naturelles, deux priorités d'action distinctes mais inséparables s'imposent : intégrer la prévention des aléas naturels dans les programmes d'enseignement et protéger les bâtiments scolaires.

Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire implique une plus grande sensibilisation et une plus grande connaissance de l'environnement immédiat dans lequel les enfants et leurs familles vivent et travaillent. Nous savons par expérience, que les enfants ayant une certaine connaissance des risques de catastrophe naturelle, jouent un rôle important lorsqu'elles surviennent. Grâce à leur savoir, ils peuvent sauver des vies humaines et protéger les membres de leurs communautés.

Une jeune fille britannique du nom de Tilly Smith a, par exemple, sauvé de nombreuses vies en Thaïlande lors du dernier tsunami de décembre 2004 : ayant appris à reconnaître les premiers signes d'un tsunami au cours d'une leçon de géographie en Grande-Bretagne, elle exhorta les gens à évacuer rapidement la plage. De la même façon, Anto, un jeune garçon indonésien de l'île de Simeulue réussit à échapper au tsunami parce qu'il savait de son grand-père, que lorsqu'un séisme survient, un tsunami peut arriver et qu'il est important d'aller se réfugier dans les hauteurs. Il rejoignit avec d'autres habitants de l'île, le site le plus élevé du village dès les premiers signes du tsunami. Seuls, huit membres de sa communauté ont péri lors du tsunami contre des centaines dans les îles voisines.

Dans la plupart des sociétés, les écoles, outre leur rôle essentiel dans l'éducation formelle servent de lieux de réunion et de centres d'activités collectives en temps normal ; et d'hôpitaux de fortune, de centres de vaccination, de lieux de refuge ou d'abris lorsque surviennent les catastrophes. Aussi, des centaines de millions d'enfants, dans les pays développés et dans les pays en développement, fréquentent aujourd'hui des écoles qui ne peuvent résister aux forces adverses de la nature.

De façon à sensibiliser l'opinion publique et assurer l'avenir de nos communautés, le secrétariat de l'ONU/SIPC et ses partenaires ont choisi deux thèmes clés pour la Campagne mondiale pour la prévention des catastrophes de 2006-2007 : l'éducation à la prévention des catastrophes et la protection des bâtiments scolaires. Intitulée « La réduction des risques de catastrophe commence à l'école », cette campagne vise à informer et à mobiliser les gouvernements, les communautés et les individus pour que la réduction des risques de catastrophe fasse - dans les pays à hauts risques - partie intégrante des programmes d'enseignement, et que les bâtiments scolaires soient construits ou renforcés pour résister aux aléas naturels.

La réduction des risques de catastrophe nous concerne tous. Elle sert également l'intérêt de tous. Nous vous invitons à vous joindre au secrétariat de l'ONU/SIPC et à ses partenaires pour soutenir cette campagne mondiale. Ensemble, nous pouvons aider les enfants à construire avec eux et pour nous tous- un monde plus sûr. Les écoles peuvent faire la différence entre la détresse et l'espoir ; elles peuvent aussi faire la différence entre la vie et la mort.

M. Salvano Briceño,
Directeur du Secrétariat de l'ONU/SIPC



La campagne en 10 questions

Pourquoi une campagne pour la réduction des risques de catastrophe et la protection des écoles?

- Lors d'un aléa naturel, les enfants sont parmi les populations les plus vulnérables surtout s'ils sont en classe au moment du désastre. Les catastrophes détruisent des bâtiments scolaires : nous perdons ainsi la vie – si précieuse – de nos enfants et de leurs enseignants, et l'enseignement est interrompu. Or, il faut peut-être des années et beaucoup d'argent pour reconstruire ces écoles
- Enseigner les risques de catastrophe au niveau du primaire et du secondaire c'est aider les enfants à jouer un rôle important : sauver des vies et protéger des membres d'une communauté au moment d'une catastrophe. Intégrer, au niveau national, la réduction des risques de catastrophe dans les programmes scolaires favorise une plus grande conscience des problèmes au sein de toute la communauté
- Outre leur rôle essentiel dans l'éducation formelle, les écoles devraient également pouvoir protéger les enfants en cas d'aléa naturel. Par conséquent, investir dans des mesures qui les rendent moins vulnérables aux catastrophes permet de réduire les coûts sur le long terme, de protéger des générations d'enfants et d'assurer la continuité de l'enseignement après les catastrophes
- L'éducation à la réduction des risques de catastrophe et la protection des écoles sont deux grandes priorités d'action du Cadre d'Action de Hyogo pour 2005-2015: Pour des nations et des communautés résilientes face aux catastrophes. Celui-ci est un document adopté par 168 Etats lors de la Conférence mondiale de janvier 2005 sur la prévention des catastrophes
- Intégrer la réduction des risques de catastrophe aux programmes scolaires et assurer la protection des écoles sont également deux priorités qui concourent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les pays

Qui organise la campagne?

- Le secrétariat de l'ONU/SIPC est à la tête de la coordination des campagnes biennales pour la prévention des catastrophes. Ces campagnes visent à sensibiliser les populations, à susciter des actions et à voir comment tirer profit des pratiques existantes pour réduire les pertes en vies et en moyens de subsistance et diminuer l'impact social et environnemental des catastrophes sur les communautés et les nations. Les thèmes de la présente campagne reflètent les cinq priorités définies dans le Cadre d'Action de Hyogo précité
- Lors de ces campagnes, les partenaires de l'ONU/SIPC échangent leur expertise et leur savoir et lient chacune de leurs activités pour sensibiliser un plus large public. L'UNESCO, l'UNICEF, la IFRC (Fédération internationale des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge), ActionAid et des organes régionaux clés au sein et en dehors des Nations Unies en sont les partenaires principaux y compris l'unité thématique du Système de la SIPC sur les connaissances et l'éducation. Si vous souhaitez la liste complète de tous ceux qui sont associés à cette campagne 2006-2007 intitulée "La réduction des risques de catastrophe commence à l'école", veuillez consulter notre site Internet (www.unisdr.org/wdrc-2006-2007)

Quels sont les principaux objectifs de la campagne?

- Promouvoir l'intégration de l'éducation à la réduction des risques dans les programmes scolaires des pays vulnérables aux aléas naturels
- Promouvoir la construction adéquate de bâtiments scolaires et l'amélioration de ceux-ci pour les rendre résistants aux aléas naturels

Comment pouvons-nous réaliser les objectifs de la campagne?

Vous pouvez aider à la réalisation des objectifs de la campagne en menant les actions suivantes :

- Faire la promotion des bonnes pratiques pour mettre en évidence les bienfaits de la protection des écoles et de l'éducation à la prévention des catastrophes sur les populations vulnérables
- Impliquer les différents acteurs opérant à différents niveaux pour qu'ils relayent les principaux messages de la campagne
- Sensibiliser les écoliers, les parents, les enseignants, les décideurs et les praticiens aux niveaux local, national et international, ainsi que les organisations de la société civile à défendre la cause de la protection des écoles et de l'éducation à la prévention des catastrophes

Quels sont les principaux messages de la campagne?

- L'éducation à la prévention des catastrophes renforce les capacités des enfants et permet d'accroître la conscience du problème au sein des communautés
- La protection des écoles permet de sauver des vies et de protéger plusieurs générations d'enfants en cas d'aléa naturel
- L'éducation à la prévention des catastrophes et la protection des écoles aident les pays dans leur poursuite des Objectifs du Millénaire

Qui sont les principales cibles de la Campagne?

- Les écoliers et les enseignants des écoles primaires et secondaires, les décideurs du secteur éducatif, les parents, les ingénieurs et les professionnels du secteur des bâtiments
- Les ministères/agences de l'Etat chargés des questions relatives à la gestion des catastrophes, les ministères de l'éducation, les dirigeants politiques d'envergure nationale, les administrations locales et les dirigeants communautaires

Quels sont les résultats escomptés à la fin de la campagne?

- Investissement dans la protection des écoles et intégration de la prévention des catastrophes aux programmes scolaires par les administrations centrales et locales
- Une plus grande conscience, dans les écoles, de l'impact positif de la protection des bâtiments scolaires et de l'éducation à la prévention des catastrophes
- Multiplication des actions et utilisation accrue des bonnes pratiques pour la mobilisation de coalitions et de partenariats, la facilitation d'échanges Sud-Sud, le renforcement des capacités et l'orientation vers les ressources existantes en matière de formation (formation à la réduction des risques de catastrophe et à la protection des écoles)

Qui peut participer à la campagne?

- Les écoliers, les enseignants, les dirigeants communautaires, les parents, ainsi que toute personne intéressée par la réduction des risques de catastrophe et la protection des écoles : la participation de tous ceux-ci est souhaitée.
- Les ONG, les organisations communautaires, les agences onusiennes, les associations/institutions (internationales, nationales, régionales et locales), le secteur privé et le secteur public

Quelle est la durée de la campagne?

- Cette campagne de l'ONU/SIPC se déroule sur une période de deux ans jusqu'à fin 2007. Elle sera ensuite relayée par la « Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable », décennie placée sous les auspices de l'UNESCO

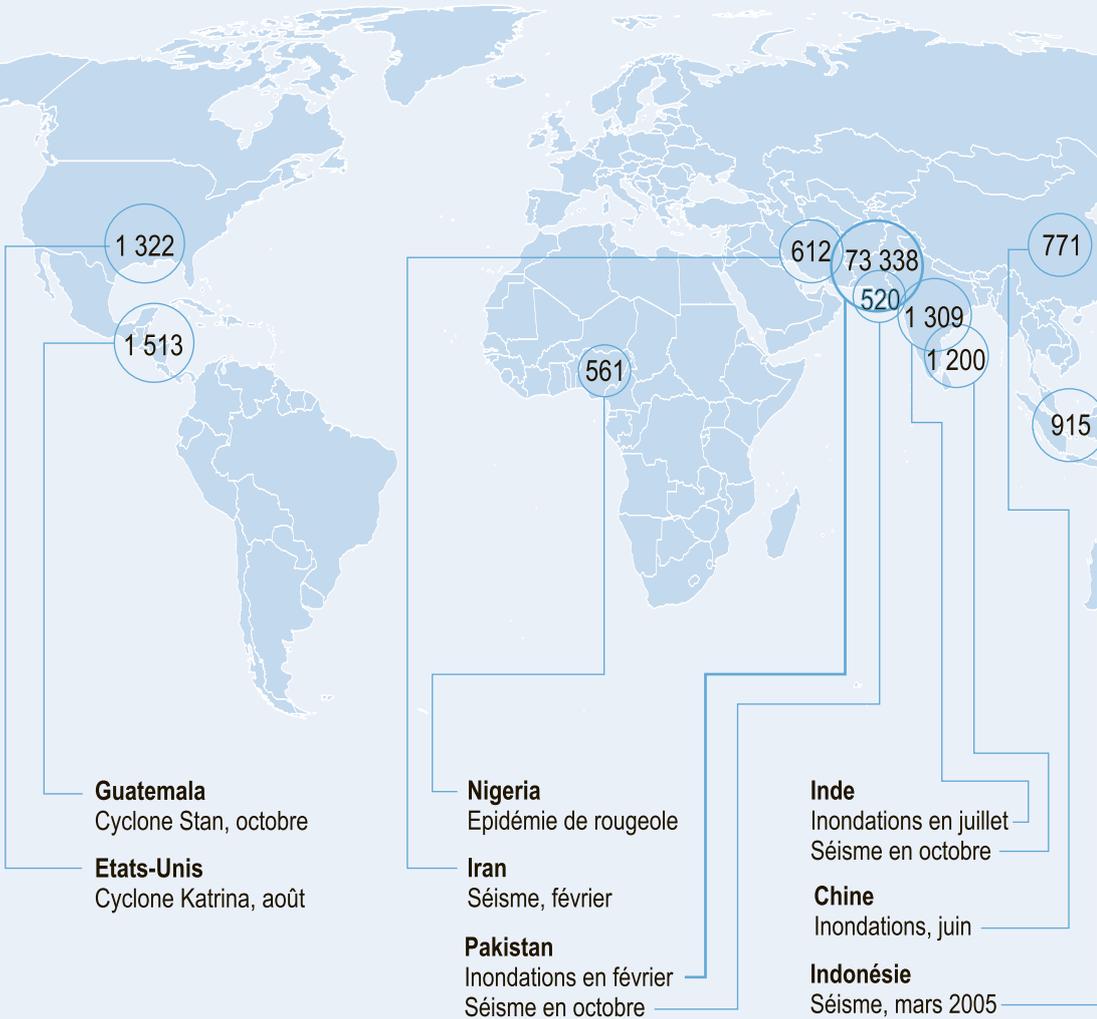
Où pourrais-je m'informer davantage?

Le site Internet de l'ONU/SIPC fournit un certain nombre de liens et de contacts susceptibles de vous aider à mieux comprendre le sujet. Veuillez consulter le site à l'adresse suivante: www.unisdr.org/wdr-2006-2007

Des faits & des chiffres

Nombre de morts dus aux catastrophes en 2005

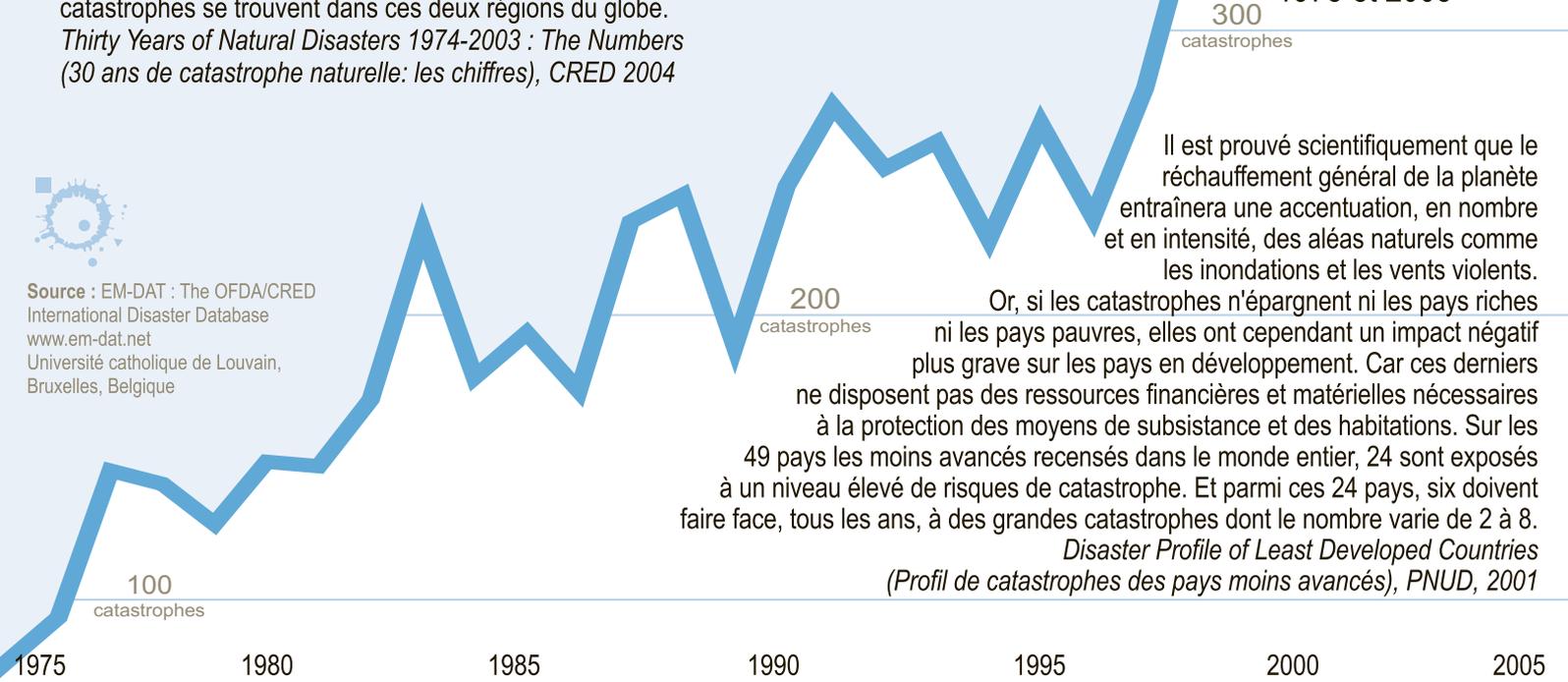
Les catastrophes ont aujourd'hui atteint une envergure jamais égalée. Depuis les années 90, elles font en moyenne 58.000 morts par an et ont des répercussions sur 225 millions de personnes. Rien qu'en 2005, 150 catastrophes ont fait 92.000 morts.



Toutes proportions gardées, les pertes subies par l'Asie et l'Afrique sont excessivement lourdes. Près de 88 pour cent des morts enregistrés et 96 pour cent des personnes touchées par les catastrophes se trouvent dans ces deux régions du globe.

Thirty Years of Natural Disasters 1974-2003 : The Numbers (30 ans de catastrophe naturelle: les chiffres), CRED 2004

Fréquence des catastrophes entre 1975 et 2005



Il est prouvé scientifiquement que le réchauffement général de la planète entraînera une accentuation, en nombre et en intensité, des aléas naturels comme les inondations et les vents violents.

Or, si les catastrophes n'épargnent ni les pays riches ni les pays pauvres, elles ont cependant un impact négatif plus grave sur les pays en développement. Car ces derniers ne disposent pas des ressources financières et matérielles nécessaires à la protection des moyens de subsistance et des habitations. Sur les 49 pays les moins avancés recensés dans le monde entier, 24 sont exposés à un niveau élevé de risques de catastrophe. Et parmi ces 24 pays, six doivent faire face, tous les ans, à des grandes catastrophes dont le nombre varie de 2 à 8.

Disaster Profile of Least Developed Countries (Profil de catastrophes des pays moins avancés), PNUD, 2001



Source : EM-DAT : The OFDA/CRED International Disaster Database
www.em-dat.net
Université catholique de Louvain, Bruxelles, Belgique

Le coût des catastrophes

Les catastrophes ont fait, pendant les 10 dernières années, des dégâts annuels estimés en moyenne à 67 milliards de dollars. Le coût, sur le plan économique, des catastrophes naturelles est passé de 3,9 milliards de dollars par an (dans les années 50) à 63 milliards de dollars par an (dans les années 90).

Source : *Natural Disasters : Counting the Cost (Comptabiliser le coût des catastrophes naturelles)*, Site Internet de la Banque mondiale

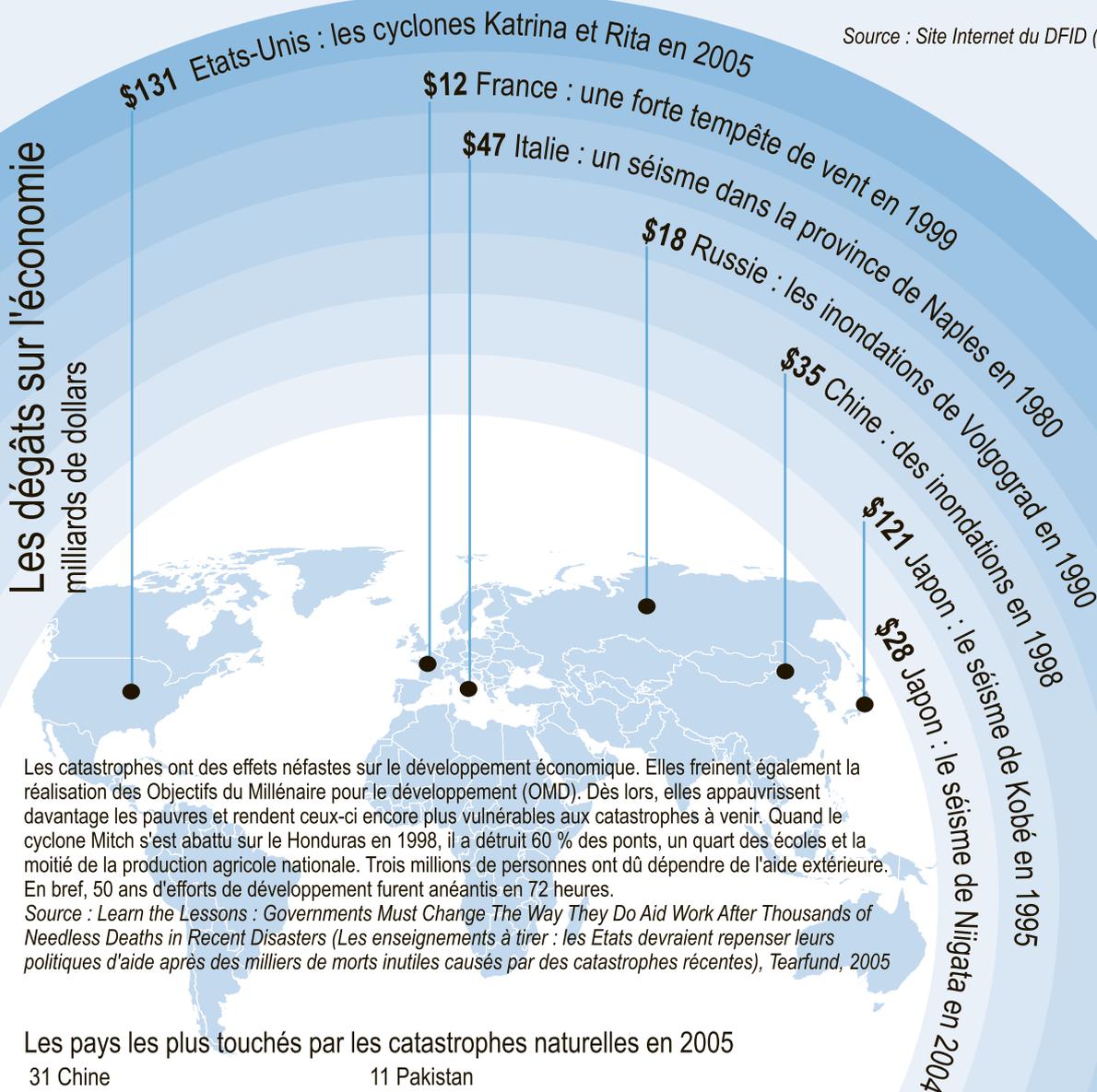
En une seule année, en 2005, les pertes ont été estimées à 220 milliards de dollars. La Banque mondiale affirme qu'en termes de pourcentage du produit national brut, le montant des pertes dues aux catastrophes naturelles est 20 fois plus élevé chez les pays en développement.

Source : *Equipements éducatifs et gestion des risques : les catastrophes naturelles*, OCDE, 2004

Il est de plus en plus manifeste qu'investir dans la réduction des risques est payant économiquement et en termes de développement. Par exemple :

- des pertes prévisibles de 12 milliards de dollars ont pu être évitées en Chine par un investissement de 3 milliards de dollars sur des mesures appliquées pendant 40 ans, des mesures de maîtrise des inondations;
- la Banque mondiale et l'US Geological Survey (Département américain des études géologiques) affirment que les pertes économiques provoquées (dans le monde entier) par les catastrophes dans les années 90 auraient pu être réduites de 280 milliards de dollars si on avait investi 40 milliards de dollars dans des mesures de mitigation et de préparation ;
- 1 dollar investi dans la réduction des risques de catastrophe rapporterait 2 à 4 dollars en termes d'impact de catastrophe évité ou réduit.

Source : Site Internet du DFID (www.dfid.gov.uk)



Les catastrophes ont des effets néfastes sur le développement économique. Elles freinent également la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Dès lors, elles appauvrissent davantage les pauvres et rendent ceux-ci encore plus vulnérables aux catastrophes à venir. Quand le cyclone Mitch s'est abattu sur le Honduras en 1998, il a détruit 60 % des ponts, un quart des écoles et la moitié de la production agricole nationale. Trois millions de personnes ont dû dépendre de l'aide extérieure. En bref, 50 ans d'efforts de développement furent anéantis en 72 heures.

Source : *Learn the Lessons : Governments Must Change The Way They Do Aid Work After Thousands of Needless Deaths in Recent Disasters (Les enseignements à tirer : les Etats devraient repenser leurs politiques d'aide après des milliers de morts inutiles causés par des catastrophes récentes)*, Tearfund, 2005

Les pays les plus touchés par les catastrophes naturelles en 2005

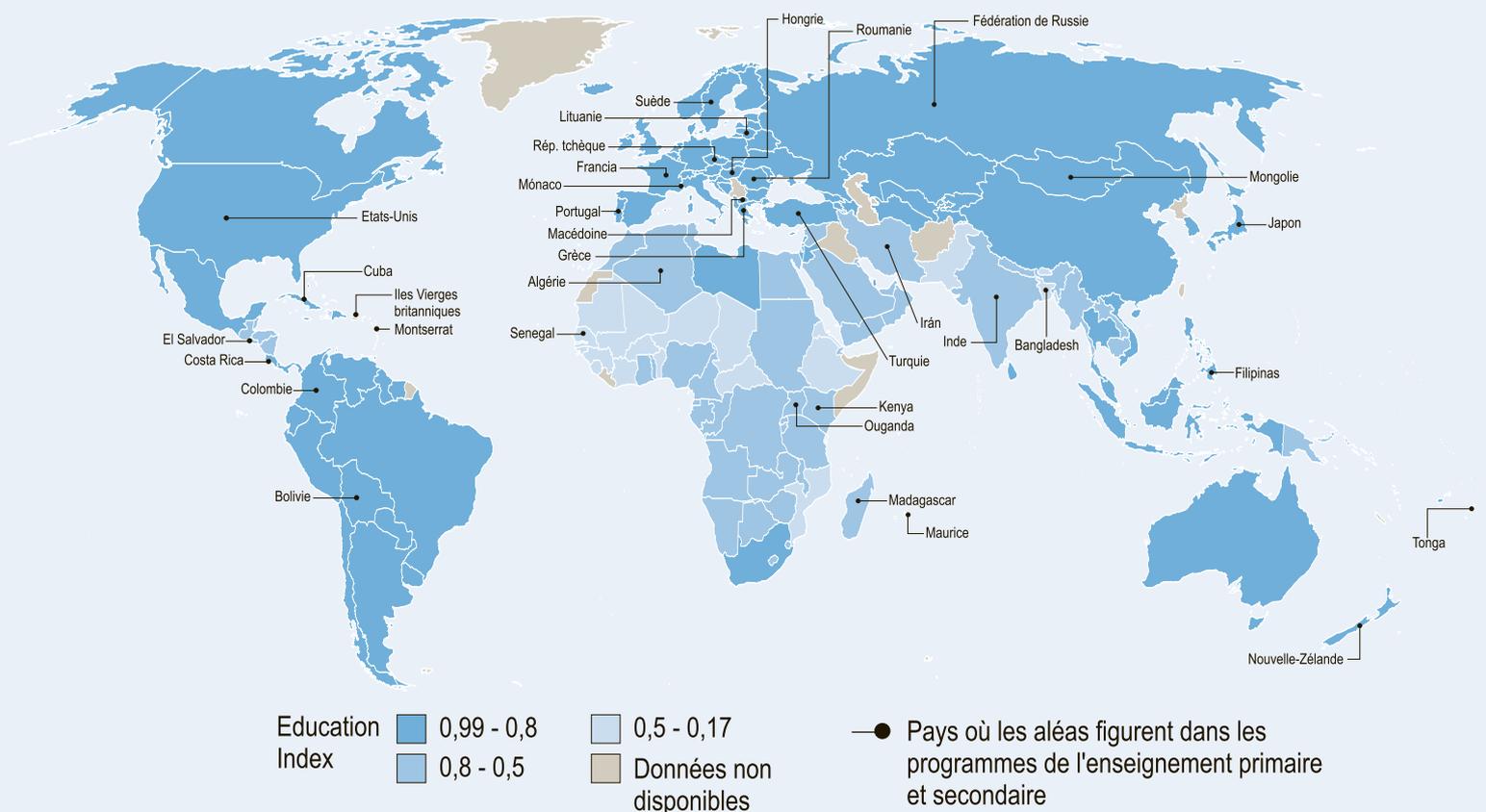
31 Chine	11 Pakistan
30 Inde	10 Viet Nam, Indonésie, Roumanie
16 Etats-Unis	9 Iran, Russie
13 Afghanistan	8 Haïti
12 Bangladesh	7 Mexique, Turquie



Source :
EM-DAT : The OFDA/CRED
International Disaster Database
www.em-dat.net
Université catholique de Louvain,
Bruxelles, Belgique

Education aux risques de catastrophe et protection des écoles

Les enfants, s'ils disposent d'une certaine connaissance des risques de catastrophe naturelle, peuvent aider à sauver des vies humaines et à protéger les membres de leurs communautés lors d'un aléa naturel. Intégrer la réduction des risques de catastrophe aux programmes de l'enseignement primaire et secondaire favorise une conscience accrue et une meilleure compréhension de l'environnement immédiat dans lequel les enfants et leurs familles vivent et travaillent.



Au Mexique, en Roumanie et en Nouvelle-Zélande, l'enseignement de matières comportant des connaissances sur les catastrophes est obligatoire dans les écoles. Le Brésil et le Venezuela affirment que les catastrophes occupent chez eux, au niveau municipal et au niveau des Etats fédérés, une place non négligeable dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire.

Le cas de la Turquie diffère des cas précités. Après la série de séismes dévastateurs de 1999, des formations intensives à la préparation aux catastrophes ont été organisées à Istanbul. A la fin de l'année 2002, 3.000 enseignants ont reçu le diplôme d'instructeur, et ils ont servi en tant que tels dans 32 arrondissements de la ville. Ces 3.000 enseignants ont, à leur tour, formé au moins 34.000 autres enseignants, 6.000 employés et 350.000 parents. Résultat : 826.000 écoliers ont pu être formés de cette manière. Ces formations ont été ensuite étendues à trois autres provinces du pays, ce qui a permis de couvrir 1.500.000 écoliers supplémentaires.¹

¹ Source: Let Our Children Teach Us [Laissons-nous éduquer par nos enfants], B. Wisner/SIPC 2006

Si ce type d'éducation formelle devait être offert par les écoles, il faut alors veiller à protéger les écoles contre les catastrophes naturelles. Car celles-ci détruisent souvent des bâtiments scolaires dans les pays fortement exposés aux risques, et les gens perdent ainsi la vie si précieuse de leurs enfants et des enseignants. Prenons le cas des 20 pays les plus gravement touchés par les séismes au 20e siècle : supposons que ces pays venaient à remporter un succès éclatant dans les initiatives « Education pour tous » de l'UNESCO mais qu'ils n'accordent pas toute l'attention nécessaire à la protection des écoles contre les aléas sismiques, pas moins de 34 millions d'écoliers demeureront exposés à des risques sismiques pendant leurs heures de classe.²

- A une date relativement récente, en mars 2005, 130 écoles ont été détruites par des séismes à l'ouest de l'Iran. Ces séismes ont eu des conséquences immédiates sur 36.000 enfants
- Le séisme de 2001 au Goudjerat (en Inde) a eu des répercussions sur environ 3 millions d'écoliers. Dans les districts les plus touchés, 55 pour cent des écoles ont été détruites et 317.000 enfants n'ont pu aller à l'école³
- Le Népal est connu pour ses séismes dévastateurs. En un seul siècle, au 20e siècle, ce pays a perdu 11.000 âmes dans quatre grands séismes. Les écoliers sont particulièrement vulnérables aux risques sismiques dans la vallée de Katmandou. Il ressort d'une étude récente que la plupart des 644 écoles publiques qui s'y trouvent devraient être améliorées pour répondre aux normes de sûreté⁴

Si nous estimons que la perte de la vie d'un enfant équivaut à la perte de 40 à 70 ans de vie et de productivité, alors construire ou renforcer les bâtiments scolaires - pour qu'ils résistent aux forces adverses de la nature revient à protéger plusieurs générations d'enfants. En outre, chaque enfant blessé représente 40 à 70 ans de soins médicaux potentiellement coûteux.⁵

² Source: School Seismic Safety : Falling Between the Cracks ? [La protection des écoles contre les risques sismiques : une initiative coincée entre les fissures?] Wisner, B, 2004

³ Source: www.seedsindia.org

⁴ Source: Educational Facilities and Risk Management Natural Disasters [Equipements éducatifs et gestion des risques : les catastrophes naturelles], OECD, 2004

⁵ Source: School Seismic Safety : Falling Between the Cracks ? [La protection des écoles contre les risques sismiques : une initiative coincée entre les fissures?] Wisner, B, 2004

Exemples d'impact de catastrophe sur les efforts de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

OMD	Impact direct ¹	Impact indirect ¹	Exemple de contributions susceptibles d'être apportées par la réduction de risques ²
1. Eradication de l'extrême pauvreté et de la faim	<ul style="list-style-type: none"> Impact négatif sur les habitations, les infrastructures des services, l'épargne, les moyens de production; les pertes en vies humaines entament la pérennité des moyens de subsistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Impacts macro-économiques négatifs, y compris des impacts sévères à court terme, et impacts moins ponctuels et à long terme sur la croissance, le développement, la réduction de la pauvreté. Acculés à vendre leurs moyens de production, beaucoup de ménages vulnérables s'engouffrent dans une pauvreté durable et les inégalités s'aggravent. 	<ul style="list-style-type: none"> La réduction des risques de catastrophe (RRC) et l'OMD 1 sont interdépendants. Rendre les moyens de subsistance moins vulnérables aux aléas naturels est essentiel à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la faim. Réduire l'impact des catastrophes sur la macro-économie favorise la croissance, la stabilité des revenus fiscaux et la prestation de services publics, ce qui procure des avantages particuliers aux pauvres. La RRC et l'OMD 1 partagent les mêmes stratégies et les mêmes outils. Une telle imbrication veut dire que protéger le développement contre les aléas naturels peut être une affaire très rentable.
2. Assurer l'enseignement primaire pour tous	<ul style="list-style-type: none"> Dégâts sur les infrastructures scolaires. Interruption de l'enseignement due aux déplacements de populations. 	<ul style="list-style-type: none"> Besoins accrus de main d'œuvre infantile pour les travaux ménagers, surtout celle des filles. La cession des biens possédés par les ménages réduit leur capacité de paiement des frais de scolarité, les filles étant probablement les grandes victimes. 	<ul style="list-style-type: none"> La protection des bâtiments scolaires et l'enseignement à la préparation aux catastrophes facilitent, dans les endroits à risques, la promotion de l'accroissement du taux de scolarisation et celui du nombre des écoles. Promouvoir des constructions plus sûres peut inciter à un meilleur entretien des locaux même en temps normal. Une vulnérabilité moindre permet aux ménages d'investir dans des priorités autres que la simple survie. L'éducation figure parmi ces priorités et les filles (60 % de la population non scolarisée) en seraient les plus grands bénéficiaires.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes sont de plus en plus surchargées de travail car les hommes partent chercher du travail ailleurs. Le fardeau des stratégies des "actions de détresse" est surtout porté par les femmes, par exemple la réduction de la consommation alimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Les programmes d'urgence peuvent renforcer les structures de pouvoir qui marginalisent les femmes. La violence dans la famille et la violence sexuelle peuvent s'aggraver après les catastrophes. 	<ul style="list-style-type: none"> Une meilleure réduction des risques de catastrophe permet de protéger les femmes contre l'impact disproportionné des catastrophes sur elles. Les actions collectives de réduction de risques, menées par les ménages et les communautés, servent de points de départ pour d'autres initiatives féminines (ou émanant d'autres groupes marginalisés) car ces actions renforcent également les capacités au plan économique et social.
4. Réduire la mortalité infantile	<ul style="list-style-type: none"> Les enfants sont les plus exposés aux risques (noyade pendant les inondations, etc.). Dégâts sur les infrastructures sanitaires, d'adduction d'eau et d'hygiène. Le système immunitaire des enfants peut être affaibli par les blessures ou les maladies provoquées par les catastrophes. 	<ul style="list-style-type: none"> Multiplication du nombre d'orphelins, d'enfants abandonnés et d'enfants sans-abris. La cession des biens possédés par les ménages réduit leur accès à l'eau potable, à la nourriture et aux médicaments. 	<ul style="list-style-type: none"> La réduction des risques de catastrophe permet d'éviter que les catastrophes fassent des morts et des blessés parmi les enfants. Au lendemain des catastrophes, elle permet également de réduire la mortalité infantile provoquée par la malnutrition, l'eau non potable et la mauvaise hygiène. Les infrastructures et le personnel sanitaires sont mieux protégés dans les endroits à risques. Cela peut aussi inciter à un meilleur entretien des infrastructures.
5. Améliorer la santé maternelle	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes enceintes sont souvent plus exposées aux risques de décès et de blessures pendant les catastrophes. Dégâts sur les infrastructures sanitaires. La santé maternelle peut être affaiblie par les blessures et les maladies. 	<ul style="list-style-type: none"> Le surcroît de responsabilités et de travail est un facteur de stress pour les mères qui ont survécu. La cession des biens possédés par les ménages réduit leur accès à l'eau potable, à la nourriture et aux médicaments. 	<ul style="list-style-type: none"> Baisse des maladies et des blessures provoquées par les catastrophes. L'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des ménages entraîne un volume de travail moindre chez les femmes et améliore la nutrition au sein de la famille. Les infrastructures et le personnel sanitaires sont mieux protégés dans les endroits à risques. Cela peut aussi inciter à un meilleur entretien des infrastructures.
6. Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies	<ul style="list-style-type: none"> L'immunité est affaiblie par le mauvais état de santé et de nutrition causé par les catastrophes. Dégâts sur les infrastructures sanitaires. Hausse des maladies respiratoires dues à l'humidité, à la poussière et à la pollution de l'air provoquées par les catastrophes. 	<ul style="list-style-type: none"> Risques accrus de maladies transmissibles et de maladies à vecteur, par ex. le paludisme et les maladies diarrhéiques favorisées par les inondations. L'appauvrissement et le déplacement des populations peuvent accroître le degré d'exposition aux maladies comme le VIH-Sida et bouleverser l'état des services sanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des risques sanitaires provenant des eaux des inondations; amélioration de la nutrition, de la santé et de la résistance aux épidémies. La baisse des maladies permet de consacrer une meilleure portion du budget du secteur social au développement humain. La sécurité des moyens de subsistance réduit les besoins de travailler dans l'industrie du sexe. Les organisations et réseaux communautaires opérant dans la réduction des risques de catastrophe sont des ressources utiles à la promotion de la santé familiale et communautaire, et vice versa.
7. Assurer un environnement durable	<ul style="list-style-type: none"> Dégâts sur des ressources de l'environnement et aggravation de l'érosion des sols ou du déboisement. Effets néfastes sur la gestion de l'eau et celle d'autres infrastructures urbaines. Les résidents des taudis et ceux qui vivent dans des établissements humains temporaires sont souvent gravement touchés. 	<ul style="list-style-type: none"> La migration vers les centres urbains, migration provoquée par les catastrophes et les dégâts sur les infrastructures urbaines, fait accroître le nombre des habitants de taudis (qui n'ont pas accès aux services de base) et exacerbe la pauvreté. 	<ul style="list-style-type: none"> Un meilleur environnement urbain dû à la baisse de la migration vers les taudis et dû à la réduction des dégâts sur les infrastructures urbaines. Mettre l'accent sur la gouvernance requise pour une bonne réduction des risques et pour la sécurisation des moyens de subsistance permet de mettre un frein à la dégradation de l'environnement en milieu rural et urbain. Quand ils font intervenir des acteurs et des préoccupations communautaires, les partenariats pour la réduction des risques facilitent une planification plus pérenne des infrastructures, et permet d'étendre les contributions du secteur privé à la prévention des catastrophes. Le logement est un élément fondamental des moyens de subsistance des pauvres en milieu urbain. S'il figure parmi les priorités des programmes de réduction des risques de catastrophe, les moyens de subsistance en seraient également renforcés.
8. Partenariat mondial pour le développement	<ul style="list-style-type: none"> Impacts sur les programmes pour les petits Etats insulaires en développement, impacts de tempêtes tropicales, de tsunamis, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Impacts sur la volonté manifestée pour la bonne gouvernance, le développement et la réduction de la pauvreté - au plan national et international. 	<ul style="list-style-type: none"> La création d'un environnement international de gouvernance pour réduire les risques associés aux changements climatiques et à d'autres aléas, aide à réduire les disparités entre les forces de négociation des pays. Les efforts de mise en place de partenariats mondiaux d'égal à égal sont particulièrement bénéfiques pour les petits Etats insulaires en développement et les pays pauvres les plus endettés. Les initiatives de réduction des risques de catastrophe peuvent favoriser un meilleur partenariat public-privé.
TOUS LES OMD		<ul style="list-style-type: none"> Redéploiement des ressources, y compris les aides publiques au développement, vers l'assistance et le relèvement. 	<ul style="list-style-type: none"> La réduction de l'impact des catastrophes permet d'utiliser les ressources, y compris les aides publiques au développement, à la réalisation des OMD.

1 SIPC/ONU

2 Disaster risk reduction: a development concern. A scoping study on links between disaster risk reduction, poverty and development, DFID, 2005



Des idées pour l'action

Les Etats

Tous les Etats devraient s'engager à former des enseignants et à élaborer des programmes d'études en témoignage de leur soutien à l'enseignement, à grande échelle, de la réduction des risques de catastrophe.

Dans beaucoup de pays, des jeunes et des enfants sont exposés à une grande variété de pratiques relatives aux aléas naturels, à la préparation aux catastrophes et à la prévention des catastrophes. Si ces pratiques varient énormément au niveau des approches, des efforts investis et de la qualité, il est cependant fort probable que, dans la moitié des pays du globe, une forme ou une autre d'enseignement sur les aléas naturels et sur la protection contre ceux-ci existe dans certaines écoles. Dans certains cas, la politique éducative et l'élaboration de matériels didactiques sont même décentralisés vers les niveaux infranationaux. Il s'agit donc de savoir comment tirer parti de ces pratiques, en promouvoir l'application dans des écoles voisines et encourager ce genre d'enseignement dans les pays où il est peu ou non pratiqué.

Tous les Etats devraient revoir la sûreté de leurs écoles et élaborer une politique globale de protection des bâtiments scolaires, en prenant en considération tous les aléas identifiés au niveau local et en utilisant l'emplacement des écoles, l'entretien des locaux, la conception et les méthodes de construction comme des outils de réduction des risques.

Il existe des technologies à coût modéré, efficaces pour renforcer, à un coût additionnel peu élevé, les bâtiments scolaires, ou pour construire de nouveaux locaux plus résistants. Les efforts ont surtout porté jusqu'ici sur l'impact des séismes sur les écoles, mais il faudrait également accorder une attention particulière à d'autres aléas, notamment les phénomènes météorologiques comme les vents violents, les marées de tempête, les tornades, les foudres, les grands feux de friche et les inondations, ainsi qu'à des phénomènes géophysiques comme les glissements de terrain, les coulées de boue, les avalanches, l'impact des éruptions volcaniques, les coulées de lave et les tsunamis.

Les agences onusiennes et les autres organisations internationales

Les agences onusiennes et les autres organisations internationales pourraient travailler avec les membres de diverses professions, les éducateurs, les communautés, les enfants et les jeunes pour ***dresser une liste brève d'actions "à rendement rapide" susceptibles de renforcer rapidement la protection des écoles et d'accroître la conscience des risques chez tous ceux qui sont soucieux de la vie écolière.***

De telles actions "à rendement rapide" sont des actions d'appui à la réalisation des Objectifs du Millénaire, des actions dont les retombées seront très probablement rapides et importantes. La liste des Projets du Millénaire prévoit déjà, en appui aux initiatives "Education pour tous" de l'UNESCO, le retrait des redevances d'utilisation dans les écoles primaires, et l'expansion des programmes sur les repas scolaires. Cette liste énumère également des actions d'appui aux autres OMD, par exemple la distribution massive et gratuite de moustiquaires anti-paludiques et la reconstitution massive des éléments fertilisants du sol.

Les agences onusiennes et les autres organisations internationales peuvent enfin ***dynamiser les coalitions et les partenariats, faciliter la création de réseaux de savoirs (y compris les échanges Sud-Sud), renforcer les capacités et guider les intéressés vers les ressources existantes en matière de formation.***

Les donateurs

Les donateurs pourraient ***relier ces questions non seulement à l'OMD pour l'éducation mais aussi à tous les autres OMD.*** Si, auparavant, on estimait que la prévention des catastrophes était un domaine tout à fait à part qui détournerait les ressources disponibles de la mission essentielle du développement, aujourd'hui ces deux préoccupations se rejoignent. Il existe, par ailleurs, de nombreuses possibilités de synergie entre l'éducation, la prévention des catastrophes et les autres OMD. Ceux-ci sont, à leur tour, rattachés à des stratégies plus vastes comme les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). En tout cas, si les écoles devenaient

des foyers à partir desquelles les méthodes d'évaluation participative des risques rayonnent vers les communautés, celles-ci seraient plus à même - si on les mobilise également de la même manière - de trouver des solutions locales aux problèmes de développement relatifs aux autres OMD.

Les donateurs devraient, par ailleurs, **se focaliser sur une douzaine de pays " à progression rapide "** qui ont un nombre élevé d'écoles situées en des endroits dangereux ou à risques, et qui possèdent **un potentiel de renforcement rapide de la protection des écoles**. Ces pays devraient recevoir un grand surcroît d'assistance pour la réalisation des programmes requis. Dans les pays pauvres les plus endettés où il existe de nombreuses écoles à risques, mais qui n'ont cependant pas ce potentiel de " progression rapide ", **une assistance est également requise mais elle devrait peut-être être combinée à une formule " Dette contre protection ", pour assurer un meilleur déploiement des ressources des pays donateurs**.

Le secteur privé

Les nombreuses écoles privées existant à travers le monde entier relèvent du secteur privé. Certaines de ces écoles sont affiliées à des associations ou à des réseaux nationaux ou internationaux (écoles Montessori, les écoles accréditées par l'Organisation du baccalauréat international, etc.) ou encore affiliées à une certaine religion (Aga Khan, catholique, yeshiva, etc.). Pour ces écoles, **les organisations qui les chapeautent pourraient donner des orientations et des ressources qui permettent à leurs écoliers d'acquérir des connaissances sur la réduction des risques et d'assurer la protection de leurs bâtiments scolaires**. En tout cas, **les écoles privées pourraient, dans certaines circonstances, être jumelées aux écoles publiques** pour mieux les aider celles-ci à atteindre un niveau de sûreté des locaux peut-être supérieur aux normes exigées au niveau national, et pour les aider à enrichir leurs programmes scolaires et leurs matériels didactiques (bibliothèques, accès à des ordinateurs ou à l'Internet, etc.).

Quant aux organisations professionnelles dont les activités ont des rapports avec les écoles et le secteur des bâtiments, **elles devraient œuvrer avec l'Etat pour établir et mettre en vigueur des codes stricts de conduite en matière de construction de bâtiments, cela pour que des normes élevées soient mises en vigueur dans la construction de bâtiments scolaires**.

En bref, une nouvelle culture de respect des codes de conduite en matière de construction devrait émerger parmi les corps de métiers engagés dans la construction de bâtiments scolaires.

Les éducateurs et les membres des autres professions

De grands efforts ont été fournis par les membres de différentes professions pour enrichir l'éducation par l'apport de connaissances importantes relatives au développement humain durable, à la paix, à la justice et à la prévention. Il est cependant possible d'**orienter davantage ces efforts sur les aléas naturels, sans pour autant les détourner des tâches qui leur ont été dévolues dans d'autres domaines importants**. Au vu de certains impacts des aléas naturels (morts, blessés, interruption de l'enseignement, perturbation du développement normal de l'enfant et de l'adolescent), il est permis de penser que beaucoup de membres de diverses professions sont en quête de moyens plus directs et plus rapides de communiquer avec les parents, les décideurs et les dirigeants communautaires ainsi qu'avec les enfants et les jeunes eux-mêmes. On peut en déduire que les éducateurs, les chercheurs, les ingénieurs et les journalistes seraient les premiers points de contact.

Les communautés et les écoles

Les écoles pourraient tout de suite introduire, sous une forme ou une autre, des cours et des leçons sur la protection des locaux et sur les aléas naturels. Une heure par semaine de sortie suffirait, par exemple, à une classe pour porter un regard critique sur l'environnement qui entoure les bâtiments et l'enceinte de l'école. Un papier et un crayon suffisent aux enseignants et aux écoliers pour commencer à cartographier les aléas possibles. Même là où on a affaire à une classe nombreuse, au manque de ressources ou à l'emploi du temps surchargé des classes d'examen, une heure par semaine passée de cette manière sera fortement compensée en termes de vies sauvées et de conscience accrue des risques au sein d'une génération montante.

Les parents

Certains parents ont perdu des enfants à l'école lors d'une catastrophe. Ces parents pourraient se mettre ensemble pour faire ce qui est en leur pouvoir pour épargner aux autres parents la douleur et le chagrin qu'ils ont connus dans le passé. Par exemple au Royaume-Uni, des parents d'enfants qui ont souffert d'attaques cardiaques brusques ont formé un groupe dans ce but.

Il existe, dans beaucoup de pays et sous diverses formes, des associations de parents d'élèves et d'enseignants. Ces associations pourraient servir de forums de discussion sur les connaissances que les enfants et les jeunes devraient acquérir en matière de sûreté, ainsi que sur la manière de protéger les écoles.



Soyons préparés

Photo: Save the children

Un projet éducatif sur les catastrophes à Cuba

Introduction

Cuba est fortement exposé aux aléas naturels comme les ouragans tropicaux, les inondations, les pluies intensives et les vents violents. Le pays s'attend en moyenne, à chaque saison cyclonique, à un nombre d'ouragans allant jusqu'à 10. Toutefois, la conscience des risques associés aux aléas s'est accrue pendant les dernières années. Et le gouvernement cubain applique désormais des stratégies qui visent à réduire, de manière significative, la vulnérabilité des populations face aux catastrophes. Résultat : moins de personnes et moins d'animaux ont péri, et les pertes en récoltes ont diminué.

A noter que des actions de sensibilisation aux risques de catastrophe ont été également intégrées aux différents programmes scolaires à travers des activités culturelles, des activités de formation, des activités périscolaires et des activités non centrées sur l'enseignant. Ces activités ont porté sur des questions transversales comme la prévention et la préparation aux catastrophes, mais il restait à mettre l'accent sur les liens entre l'éducation et les communautés et le rôle joué par les écoliers, comme acteurs principaux dans tout ce processus.

Un projet d'éducation environnementale, qui porte justement sur ces liens entre écoles et communautés, a été lancé dans la province de Holguin, à l'Est du pays. Intitulé « Soyons préparés », ce projet a été mis en œuvre par des moyens formels, non formels et informels, avec la participation active des enfants et de la communauté en général. Dans le cadre de ce projet, des mécanismes ont été mis en place pour assurer le suivi des actions et des méthodologies ont été adaptées à l'environnement social et local pour répondre aux problèmes de catastrophes naturelles et anthropiques bien précises. Le projet a été mené dans des écoles et communautés pilotes dans les 14 municipalités de la province.

Le projet

Initialement mis en œuvre pendant l'année scolaire 2000-2001, le projet fut par la suite poursuivi jusqu'en 2003, associant au total 400 personnes issues de 47 écoles pilotes d'Holguin. Quelque 150 sessions de formation ont été organisées dans les écoles et communautés ciblées. Ces formations ont vu la participation de plus de 1.000 personnes : des enseignants, des écoliers et des membres des communautés.

Le projet a débuté par une évaluation qui a révélé un manque généralisé de connaissances sur le concept de catastrophe et une faible participation des enfants. Il était donc essentiel de procéder tout d'abord à la formation du personnel enseignant. Par la suite, les activités ont éveillé l'intérêt et l'enthousiasme des enfants, des enseignants et des membres des communautés - car ces activités ont été adaptées à l'environnement local, et elles ont été menées en dehors des heures de classe.

Le projet visait à obtenir la participation active des communautés, des écoliers et des enseignants à la recherche de solutions à des problèmes environnementaux, ainsi que leur participation à des activités de prévention et de mitigation de catastrophes. Le projet se proposait également de contribuer au renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe et de réponse aux situations d'urgence.

Séquence des activités

- Evaluation de l'état des connaissances sur la prévention et la préparation aux catastrophes dans 30 écoles pilotes
- ateliers de formation : conception, élaboration, organisation, essai et évaluation des matériels didactiques
- ateliers municipaux : conception, élaboration, organisation et évaluation des matériels didactiques
- élaboration de cartes de risques et de vulnérabilités dans différentes écoles
- campagnes de communication sur les problèmes relatifs aux catastrophes
- activités de reboisement, de protection de l'environnement et de gestion de l'eau
- création de brigades scolaires
- expansion des activités prévues par l'Agence de protection civile et/ou le Ministère de l'éducation, et soutien de ces activités
- activités associant les parents, et tables rondes avec des membres des communautés;
- exercices d'évacuation et sessions de formation sur les actions à mener avant, pendant et après une catastrophe
- élaboration de jeux et de vidéos éducatifs

Les enseignements tirés

Des résultats ont été enregistrés pour les raisons suivantes:

- Cuba disposait déjà de politiques et de stratégies en la matière
- des activités de préservation de la vie humaine avaient déjà été menées auparavant par les autorités nationales, ce qui a permis à la population de disposer de solutions intégrées en cas de catastrophe
- les écoliers ont participé - avec les enseignants, les professeurs et les communautés - en tant qu'acteurs principaux de la prévention des catastrophes et de la préparation aux urgences
- les activités n'ont pas été conduites pendant les heures normales de classe
- les enfants et les communautés ont adhéré au projet et ont abordé les questions relatives aux catastrophes dans le cadre de stratégies nouvelles et innovantes

On a reconnu, tout le long du processus, que la nature jouait un rôle de moins en moins important dans l'apparition de catastrophes, et que la protection de l'environnement jouait un rôle clé dans la planification du développement

Le projet a par ailleurs montré que tout ce qui a trait aux catastrophes et à la prévention de celles-ci a un effet stimulant sur ceux qui ont déjà été touchés par les catastrophes. Le projet a également permis d'éveiller, chez les enfants, une certaine prise de conscience : celle du rôle central qu'ils peuvent jouer au sein de leurs communautés.

Réalisations et résultats majeurs

- Elaboration d'une méthodologie particulière d'évaluation du progrès réalisé par le projet et d'évaluation des connaissances inculquées aux enseignants et aux écoliers
- Mise en place de capacités de prévention et de préparation aux catastrophes chez les écoliers et les enseignants
- Effet motivant des campagnes éducatives et participatives de prévention des catastrophes sur les communautés, ce qui a fait accroître leur réceptivité
- Incorporation des apports du projet aux politiques institutionnelles

M. Orestes Valdés Valdés
Expert et consultant auprès de la Direction nationale pour les sciences et les techniques, Ministère de l'éducation,
Rue 17 y O. Vedado, BP 10400, La Havane 4,
La Havane, Cuba
ovaldes@rimed.cu

Ferradas Mannucci, Pedro
Gestionnaire du Programme sur les catastrophes,
ITDG (Groupe pour le développement de technologies intermédiaires)
- Solutions pratiques à la pauvreté
Av. Jorge Chávez, 275, Miraflores, Casilla 18-0620, Lima 18, Pérou
pedrof@itdg.org.pe



Gestion locale des risques dans les zones sismiques du Kazakhstan

Photo : PNUD Kazakhstan, Almaty, 2005

PNUD Kazakhstan
Ministère des situations d'urgence de la République du Kazakhstan
Société nationale de la Croix-Rouge du Kazakhstan

Introduction

En raison de la diversité de son relief, de ses conditions climatiques et de ses infrastructures industrielles, le Kazakhstan est exposé à des risques graves de catastrophe naturelle et anthropique, notamment à des séismes de forte intensité. Plus de 6 millions d'habitants occupent environ 30 pour cent (650.000 km²) du territoire national, et 40 pour cent des installations industrielles sont concentrées dans des zones hautement sismiques.

On estime que dans la capitale Almaty, au moins 200.000 personnes vivent dans des bâtiments reconnus vulnérables aux aléas sismiques, et que près d'un tiers des maisons d'habitation sont menacées de destruction en cas de séisme grave. Ces chiffres ne prennent pas en compte les infrastructures collectives comme les écoles, les hôpitaux, les centrales électriques et d'autres installations importantes qui sont également fortement exposées aux risques. Comme peu de mesures pourront être prises pour renforcer la protection des constructions existantes contre les séismes, tout effort global de prévention devra d'abord se concentrer sur le renforcement des capacités des organisations locales à répondre aux situations d'urgence.

Le présent document ne porte donc pas uniquement sur les messages éducatifs cruciaux communiqués dans le cadre de l'initiative appelée « Initiative de sécurité sismique pour la Région Asie centrale » (CARESI en anglais), il se penche également sur la promotion des capacités de réponse d'une des principales ONG du pays qui a obtenu de bons résultats dans la préparation et la réponse aux catastrophes, ainsi que dans les services sanitaires.

Un tel renforcement des capacités est couvert justement par un projet en cours de « Gestion locale des risques dans les zones sismiques du Kazakhstan », un projet conjoint du Gouvernement du Kazakhstan et de PNUD Kazakhstan. Ce projet, qui - comme son nom l'indique - vise à appuyer la gestion des risques au niveau local, a été lancé en réponse à une initiative-cadre de l'Unité de prévention des catastrophes du Bureau du PNUD pour la prévention des crises et la reconstruction (PNUD/BPCR/UPC).

Le projet

Ce projet a pour but de renforcer les capacités d'action des communautés locales au niveau de l'alerte précoce et de la préparation aux séismes. Il vise également à doter ces communautés de connaissances et d'aptitudes nécessaires pour réduire l'impact des catastrophes naturelles.

Ce projet devrait permettre aux populations locales, aux décideurs et au grand public d'être mieux sensibilisés aux problèmes posés par les catastrophes naturelles, technologiques et écologiques. Grâce à ce projet, les populations locales vont acquérir une meilleure compréhension des résultats dus à la prévention et à la préparation. La société civile aura également accès à un plus grand nombre d'informations pour la réponse et la prise de décisions.

A noter que ce projet, d'envergure nationale, repose sur un ensemble de partenariats entre les organisations communautaires et les organes de l'État. Ces partenariats aideront à promouvoir le développement durable en forgeant des liens plus étroits entre la mitigation des catastrophes et des objectifs plus généraux de développement. L'Agence des secours d'urgence du Kazakhstan est chargée de la supervision générale de la mise en œuvre. Quant à la Société nationale de la Croix-Rouge du Kazakhstan et au

PNUD Kazakhstan, ils prennent en charge, en collaboration avec le BPCR, des activités bien précises énumérées dans le plan de travail. Parmi les autres partenaires figurent le PPS/FEM (Programme de petites subventions du Fonds environnemental mondial), OCHA (Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires), l'ONU/SIPC et l'ADRC (Centre asiatique pour la prévention des catastrophes).

Les activités du projet

- Mise au point de formations (brochures, briefing et autres matériels connexes) sur le comportement adéquat des élèves et des étudiants en cas de séisme, des formations destinées aux élèves de la 1ère année de scolarité jusqu'à l'enseignement supérieur
- Des formations à l'intention des enfants et adolescents dans des camps d'été, des villages d'enfants, des orphelinats et des écoles
- Des brochures sur les règles de conduite à suivre en cas de séisme
- Production de films éducatifs non-romanesques en russe, en anglais et en kazakh sur les aléas suivants: séisme, coulée de boue et inondation
- Modules de formation sur les cours pour enfants dénommés « Apprendre à se protéger en cas de catastrophe », incluant des présentations informatiques et vidéo clips ont été développés conjointement avec l'UNICEF dans le cadre du projet « Soins de santé et aptitudes à la vie quotidienne » et la coopération du Ministre Kazakh de l'Education et des Sciences.
- Production d'un film sur les catastrophes
- Tenue d'un séminaire-atelier (en août 2005) à l'intention des instructeurs des écoles pilotes d'Almaty (4 écoles) et de l'oblast (région) du Sud Kazakhstan (6 écoles), et également à l'intention des enseignants des formations avancées dans tous les oblasts du Kazakhstan

Les enseignements tirés

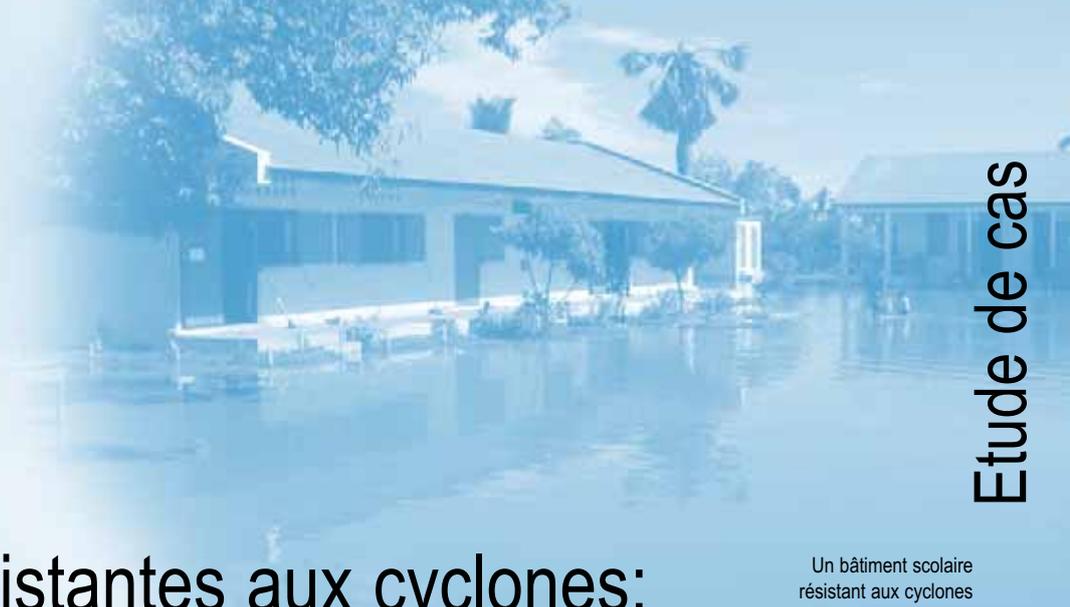
L'élaboration de modules de formation sur les cours pour enfants dénommés « Apprendre à se protéger en cas de catastrophe » n'est qu'à ses débuts : elle doit être poursuivie. Par ailleurs, les premières expériences menées dans des écoles pilotes montrent l'importance cruciale des questions relatives à la prévention et révèlent également l'intérêt que les écoliers et les enseignants portent à ce type de programme. La coopération avec l'UNICEF sur le projet « Soins de santé et aptitudes à la vie quotidienne » s'est avérée être le moyen le plus rapide d'intégrer les modules de formation au système éducatif. Ce projet, qui est appuyé par le Ministère kazakh des sciences et de l'éducation, prévoit l'application rapide des résultats réalisés. En septembre 2005, les écoles pilotes ont donc commencé à utiliser des modules de formation mis au point de juin à août 2005.

Le Ministère des situations d'urgence est, conjointement avec la Société nationale de la Croix-Rouge du Kazakhstan, le coordinateur des activités nationales de préparation et de mitigation des catastrophes. La Société de la Croix-Rouge apporte son soutien actif à l'Etat, à un certain nombre d'instituts sous tutelle du Ministère des sciences et de l'éducation, à l'UNICEF et au PPS/FEM. Il s'avère cependant nécessaire d'augmenter le nombre d'organisations engagées dans la réduction des risques et la mitigation des catastrophes.

L'évaluation du système de préparation aux catastrophes et de surveillance des catastrophes est une composante importante de la préparation aux catastrophes. Pour le moment, cette composante n'est pas tout à fait au point. La capacité des communautés à s'organiser est également un impératif de la préparation aux catastrophes : il est absolument essentiel que les communautés prennent des initiatives et mobilisent les compétences individuelles. Les ONG pourraient jouer un rôle important de catalyseur dans cette action.

Saule Ospanova
Coordinateur de programmes,
Unité « Bonne gouvernance et développement durable »,
PNUD Kazakhstan,
Tel. (+7 3272) 582643 ext.1118 Fax (+7 3272) 582645
saule.ospanova@undp.org
www.undp.kz

Alexandr Kravchuk
Spécialiste et responsable principal des affaires techniques,
Projet « Gestion locale des risques dans les zones sismiques
du Kazakhstan », PNUD Kazakhstan
Tel.: (+7 3272) 916437
kravchukalex@yahoo.com
www.undp.kz



Les écoles résistantes aux cyclones:

Un bâtiment scolaire
résistant aux cyclones

un outil au service de l'enseignement primaire pour tous
Fonds d'intervention pour le développement (FID), Madagascar

Introduction

Madagascar, une île fortement exposée aux cyclones, est en passe de réaliser l'Objectif du Millénaire d'un enseignement primaire pour tous avant 2015. Le taux de scolarisation, au niveau du primaire, y a connu un grand bond pendant les trois dernières années: il est passé de 53 pour cent en 2002 à 95 pour cent en 2005.

Trois facteurs principaux sont à l'origine de ce grand bond: (1) la distribution gratuite – par l'Etat - de kits scolaires (livres, stylos, etc.) aux familles les plus démunies à des endroits bien choisis ; (2) le recrutement massif d'enseignants du primaire et la formation de ceux-ci ; et (3) la construction de bâtiments scolaires résistant aux catastrophes.

Le projet

Située au large de la côte sud-est de l'Afrique continentale, l'île de Madagascar est exposée aux cyclones tropicaux six mois par an – de novembre à avril. Au moins un cyclone dévastateur par an fait des dégâts importants sur certaines parties de l'île. Ce qui a amené l'Etat malgache à mettre sur pied le projet « Fonds d'intervention pour le développement IV » (FID¹ IV), un projet ayant pour but de réduire les risques de cyclone.

Une composante de ce Projet FID IV, composante dénommée « Réponse aux chocs », prévoit la construction ou l'amélioration de bâtiments scolaires et de centres de santé primaire selon des normes de construction anticycloniques. A noter que ce projet FID IV a été lancé en mi-2004 à la suite du passage de deux cyclones dévastateurs (Gafilo et Elita) sur les côtes Est et Ouest du pays. Les deux cyclones avaient fait 200 000 sans-abri et endommagé 3.400 écoles – dont 1.420 furent complètement détruites.

Le succès du projet FID IV repose entièrement sur le leadership, la gestion et l'appropriation de la part des communautés locales. En bref, une association locale, formée par les membres de la communauté, soumet une demande officielle de fonds - auprès du FID - pour la construction ou la réhabilitation d'un bâtiment public.

Dès que la demande est approuvée², un statut de « maître d'œuvre communautaire » est accordé à l'association locale des parents et des membres de la communauté : ce statut permet à l'association de superviser les volets administratifs, techniques, financiers et commerciaux de la tâche (conception, codes de construction, appel de soumissions, sélection de l'entrepreneur et des sous-traitants, négociations commerciales, suivi, exécution et réception des travaux). Et après les travaux, l'association locale prend totalement en charge l'entretien et l'administration du ou des bâtiments concernés.

Depuis mi-2004, le projet FID IV a contribué à la construction de 2.041 bâtiments scolaires résistant aux cyclones, des bâtiments capables de faire face à des vents cycloniques allant jusqu'à 250 km/h.

¹ Le terme FID (Fonds d'intervention pour le développement) s'applique tant au projet – établi dans le cadre du Programme d'ajustement structurel promu par la Banque mondiale – qu'à l'organisme qui gère le projet.

² Le projet FID alloue des fonds aux actions prioritaires de développement communal. Ses sites d'intervention sont choisis sur la base de critères bien précis tels que l'isolement, le niveau de revenu de l'administration locale, le taux de scolarisation, l'accès à l'eau potable, etc. La fin de ce projet FID IV (4e phase) est prévue en 2007.

A noter que la formation et le recrutement des enseignants sont à la charge du Ministère malgache de l'éducation nationale, y compris ceux d'un grand nombre d'enseignants « informels » embauchés auparavant, en milieu rural, par des parents sur la base d'un accord « Nourriture contre enseignement ». Après leur formation, ces anciens enseignants « informels » reçoivent des salaires mensuels payés par le Ministère de l'éducation.

Le projet FID IV a également aidé à la construction et à l'amélioration de 311 centres de santé sur la base des mêmes codes de construction anticycloniques ; ce qui a amélioré de 50 pour cent, dans les endroits ciblés par le projet, l'accès des communautés locales aux services sanitaires.

Les enseignements tirés

1. La construction/réhabilitation de bâtiments scolaires selon des normes anticycloniques a surtout eu lieu dans les régions côtières - où le taux de scolarisation est relativement faible. Cela a fait augmenter considérablement le taux de scolarisation au niveau national
2. Les soins portés à l'aspect extérieur des bâtiments scolaires nouvellement construits ou rénovés, ainsi que la gestion communautaire de tout le processus, ont augmenté le taux de scolarisation
3. Ces écoles résistantes aux cyclones sont devenues des lieux communautaires très fréquentés, de réunion et de « refuge » avant, pendant et après les cyclones
4. La construction d'écoles résistantes aux catastrophes a amélioré la prise de conscience et la compréhension des problèmes posés par les catastrophes au sein des communautés
5. Ces écoles résistantes aux catastrophes sont désormais prêtes à servir de sites pilotes à l'intégration de la réduction des risques de catastrophe aux programmes de l'enseignement primaire et secondaire

M. David Rajaon,
Directeur général du FID,
Antananarivo, Madagascar
dirgen@fid.mg

M. Jacky Roland Randimbarison
Secrétaire exécutif du CNS (Conseil
national de secours),
Ministère de l'intérieur et de la réforme
administrative, Antananarivo, Madagascar
cnsmira@netclub.mg

M. Marson Raherimandimby
Directeur de l'enseignement secondaire,
Ministère de l'éducation nationale et de la
recherche scientifique,
Antananarivo, Madagascar



En Afghanistan, les bâtiments sont généralement construits avec de la boue, sans armatures et sans l'intervention des techniques modernes de construction. Parmi ces bâtiments, qui sont bien entendu vulnérables, figurent les écoles. Les écoliers sont donc fortement exposés aux risques, surtout dans le Nord-est, une région particulièrement prédisposée aux séismes.
Photo: SEEDS, Bamiyan, 2004.

Protection des écoles et reconstruction post-conflit

Gestion communautaire des catastrophes en Afghanistan

Introduction

Séismes, inondations, tempêtes de sable, hiver très rigoureux : telles sont, entre autres, les catastrophes que l'on rencontre fréquemment en Afghanistan. Après vingt ans de guerre et de conflits intérieurs, les écoles ont été les premières à souffrir du manque d'investissement. Les bâtiments scolaires sont vétustes et mal entretenus et les infrastructures sont rudimentaires. L'insuffisance des ressources est telle dans le pays que les administrations locales ne peuvent pratiquement pas entreprendre la réhabilitation des écoles. Les connaissances nécessaires pour faire de la mitigation et de la préparation sont aussi pratiquement inexistantes.

En 2003, dans le cadre d'un accord entre la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le Département afghan de la préparation aux catastrophes (DDP en anglais), SEEDS a entrepris un processus de consultations en vue de l'élaboration d'un Plan national afghan de gestion des catastrophes. L'année suivante, SEEDS a, en collaboration avec MANUA et DDP, disséminé ce plan national en vue d'une gestion communautaire des catastrophes. Parmi les activités de dissémination menées figurent : le renforcement de la prise de conscience et des capacités des ministères d'exécution, des administrations provinciales, des administrations sous-préfectorales et des écoles. Le volet « Ecoles » avait une importance particulière car les écoles étaient perçues comme un trait d'union entre les plans d'intervention de l'Etat et les initiatives communautaires.

Le projet

Les activités sur la protection des écoles ont été menées dans le lycée de Nangarhar à Djalalabad en 2005, et ont été proposées dans le cadre du Programme de gestion communautaire des catastrophes. Elles ont abouti à une prise de conscience générale des problèmes liés aux catastrophes, notamment la vulnérabilité des écoles face aux séismes. Plus important encore, elles ont suscité beaucoup d'intérêt au sein de l'appareil étatique, de la communauté des ONG locales et des milieux académiques. SEEDS a donc par la suite publié un ensemble d'outils didactiques destinés à un usage plus répandu dans le pays. Cette action de dissémination est en cours par le biais de l'administration centrale et des ONG partenaires.

Les objectifs du projet étaient les suivants:

- introduction des divers concepts intervenant dans la gestion des catastrophes aux enseignants et aux écoliers
- orientation des enseignants et des écoliers sur leurs rôles pendant les catastrophes
- formation d'une équipe d'écoliers chargée des recherches et des secours, et formation des écoliers à diverses méthodes de secours
- formation d'une équipe d'écoliers chargée des secours d'urgence et formation des membres de cette équipe aux secours d'urgence
- élaboration d'un plan d'évacuation pour l'école choisie et formation des enseignants et des écoliers à l'exécution dudit plan.

La séquence des activités menées à l'école en question était la suivante:

- étude des locaux et préparation du plan d'évacuation
- orientation et formation des enseignants
- orientation et formation des écoliers
- mise en place de l'équipe d'écoliers chargée des recherches et des secours, et formation des membres de l'équipe aux outils et techniques nécessaires

- mise en place de l'équipe d'écoliers chargée des secours d'urgence et formation des membres de cette équipe aux secours d'urgence
- répétition des opérations d'évacuation
- démonstration finale des opérations d'évacuation, de recherches/secours et de secours d'urgence par les écoliers.

Les risques d'ordre structurel et non structurel, au niveau des locaux, ont été identifiés puis discutés par les administrateurs de l'école, les enseignants et les écoliers. Les risques majeurs identifiés sur un bâtiment particulier du lycée de Nangarhar sont les suivants:

1. Le portail principal du bâtiment s'ouvre vers l'intérieur : cela peut créer des accidents en cas d'évacuation générale de l'enceinte car il pourrait être difficile d'ouvrir le portail rapidement
2. Le portail principal du bâtiment est étroit : cela peut rendre difficile une éventuelle évacuation générale
3. La deuxième porte du bâtiment se trouve au bout du corridor, mais cette porte est généralement fermée et bloquée : il est donc nécessaire de garder cette porte ouverte et non bloquée pour servir d'issue de secours
4. Les salles de classe sont surpeuplées, elles accueillent presque le double de leurs capacités d'accueil : il y a donc un déséquilibre entre le nombre d'occupants et la capacité d'évacuation
5. Les salles de classe ne disposent que d'une seule porte : cela est tout à fait inadéquat car il n'y a plus d'autres issues si des chutes d'objets viennent bloquer cette porte
6. De grandes fenêtres se trouvent sur les murs extérieurs : de telles grandes ouvertures réduisent la résistance des murs aux séismes
7. Dans certaines salles de classe, la poutre se trouve trop près de la fenêtre : ces poutres sont vulnérables aux secousses provoquées par les séismes

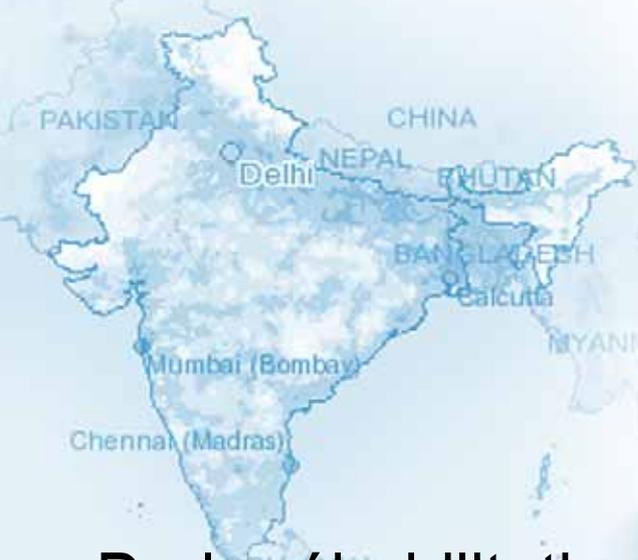
Les faiblesses structurelles et non structurelles du bâtiment ont été donc identifiées et discutées. Après avoir convenu de la pertinence de ce genre de préoccupations, l'assistance est passée au programme de formations portant sur l'identification des risques proprement dits et de l'éventuelle réponse rapide nécessaire. Cette formation a vu la participation d'une quarantaine d'enseignants et de plus de 1.200 écoliers. Un plan d'évacuation a été préparé pour le bâtiment, et les écoliers ont été formés à un procédé d'évacuation méthodique. Dix écoliers ont été formés à des opérations de recherche et de secours de routine et 10 autres aux secours d'urgence. La prise de conscience observée chez les écoliers devait en principe trouver un écho auprès de leurs parents. Un programme de sensibilisation à plus grande échelle a été ensuite entamé sur les besoins en matière de protection des écoles. Des posters et des livres ont été publiés en plusieurs langues locales : leur dissémination vers quelques 2.000 écoles des provinces sujettes à des aléas multiples est en cours. Un programme radiophonique intitulé « Prise de conscience des catastrophes dans les écoles » est également en voie d'élaboration, pour une plus large diffusion.

Les enseignements tirés

Une telle gestion communautaire des catastrophes est le pivot de toute gestion des catastrophes dans les sociétés où les capacités de l'Etat sont faibles. Tel est précisément le cas dans une situation d'après-conflit. Le seul moyen dont dispose l'Afghanistan pour mieux répondre et se préparer contre les catastrophes est de renforcer les capacités de sa population et celles de l'appareil étatique dans son ensemble. Or, les écoles sont l'un des deux centres nerveux de la communauté afghane, l'autre étant le shura (conseil communautaire). Les messages (relatifs à la mitigation et à la préparation contre les catastrophes) envoyés aux écoles aident à rendre les écoles plus sûres et les communautés plus avisées. Ces messages contribuent également au processus de redressement en général, et aide la communauté à venir à bout du traumatisme laissé par plus de 20 années de conflits violents. Le projet ne couvre actuellement que 1.200 écoliers, ce qui est très peu vu la taille de la population visée. Toutefois, il s'agit là d'un début prometteur. En l'absence d'une telle initiative, ces écoles auraient continué à souffrir de l'impact des catastrophes, et il leur aurait fallu encore des dizaines d'années pour venir à bout des effets des conflits antérieurs. En tout cas, l'engagement de l'Etat, ainsi que sa volonté d'établir un programme de grande envergure sur la protection des écoles, sont des éléments fort positifs.



Posters éducatifs et livres publiés dans le cadre de l'initiative élargie sur la protection des écoles



Des écoliers qui sont à l'œuvre pour maîtriser les techniques des recherches et des secours. Lycée de Saraswati, Ahmedabad (Photo: SEEDS, 2005)

De la réhabilitation à la sécurité

Initiative de protection des écoles au Goudjerat en Inde

Introduction

Un séisme dévastateur s'est abattu sur l'Etat du Goudjerat, à l'ouest de l'Inde, en 2001. Cette tragédie a fait beaucoup de morts parmi les écoliers. Un grand nombre de bâtiments scolaires se sont effondrés, et des écoliers et des enseignants ont péri sous les décombres. La mort de 400 écoliers dans la ville d'Anjar est l'une de ces grandes tragédies qui ont secoué les milieux scolaires. Cet événement malheureux est gravé dans la mémoire des survivants. De grands programmes de réhabilitation ont suivi ce séisme, autour desquels ont été rattachés des éléments de mitigation et de préparation aux catastrophes. L'Office de gestion des catastrophes de l'Etat du Goudjerat (GSDMA en anglais) et l'ONG nationale SEEDS ont pris en charge une initiative dénommée « Initiative sur la protection des écoles au Goudjerat », une grande première dans la région.

Le projet s'articule autour de deux préoccupations:

1. Compréhension du sujet et préparation des écoliers, des enseignants et des parents à la réduction des risques de catastrophe dans les écoles et à des actions appropriées en cas de situation d'urgence
2. Compréhension de la gestion des catastrophes de la part des enseignants pour qu'ils puissent améliorer leur enseignement sur les catastrophes

La mise en œuvre, sur le terrain, des activités scolaires de préparation aux catastrophes est en cours dans 175 écoles, de même que la formation des enseignants dans 25 districts.

Le projet

Le projet a pour but:

- de promouvoir une culture de protection contre les catastrophes dans les écoles
- de réduire les risques de catastrophe dans les écoles, à l'aide de mesures structurelles et non structurelles
- d'élaborer des Plans scolaires de gestion des catastrophes (SDMP en anglais)
- de mettre en place, dans les écoles, des clubs « Protection des écoles » et des groupes de travail, et leur donner des formations
- d'élaborer des outils de formation des enseignants et des écoliers à la gestion des catastrophes (manuels, jeux, kits d'activité, etc)
- de former des enseignants à l'instauration d'une culture de la sûreté dans les écoles, et d'institutionnaliser le programme par la formation de « formateurs »

Le projet est exécuté selon le processus suivant. Des écoles sont ciblées pour une sensibilisation des administrateurs de l'école et pour obtenir leur participation. Cette phase est suivie d'une série d'activités d'orientation des écoliers, des enseignants, des administrateurs et des parents aux questions relevant de la gestion des catastrophes en milieu scolaire. L'apprentissage se déroule de manière très participative et détendue à l'aide de jeux interactifs, de démonstrations et des activités pratiques. Les écoliers jouent un rôle actif dans l'évaluation des risques et l'élaboration du Plan scolaire de gestion des catastrophes (SDMP). Des exercices de simulation sont conduits pour bien assimiler le plan en question, et des systèmes sont mis en place pour une répétition et une amélioration périodiques desdits exercices. Un club « Protection des écoles » est alors formé et mis en liaison à un réseau « Protection des écoles » couvrant tout le territoire de l'Etat (du Goudjerat) ainsi qu'à d'autres réseaux en dehors de cet Etat. Cela permet de préserver les moindres gains, et les programmes d'échange mis en place ont des effets stimulants sur les clubs scolaires.

Les activités du projet sont menées au moyen de divers outils éducatifs destinés à l'usage des enfants : modèles, jeux de société, jeux de cartes, livrets d'activités, kits de démonstration, etc. Des outils formels et non formels sont également utilisés. Des ouvrages scolaires d'éducation formelle – inscrits aux programmes scolaires – ont été préparés pour accompagner les activités informelles de promotion de l'élaboration de plans de protection. Enfin, le contenu de la formation des enseignants a été finalisé, et des ateliers de formation sont en cours à l'intention des formateurs et des enseignants sur tout le territoire de l'Etat du Goudjerat.

A noter que ces activités scolaires sont en cours dans 150 écoles des villes d'Ahmedabad, de Vadodra et de Jamnagar, et une école modèle a été établie dans chacun des 25 districts du Goudjerat. Les activités de formation des enseignants sont destinées à des enseignants issus de tous les 25 districts du Goudjerat. Ce programme de formation des enseignants est considéré comme un outil d'expansion et d'institutionnalisation des activités testées dans les écoles choisies pour le projet.

L'ONG nationale SEEDS India et l'Office de gestion des catastrophes de l'Etat du Goudjerat sont les agences d'exécution du projet. La durée d'exécution du projet est de trois ans – de janvier 2004 à décembre 2006 – et les bénéficiaires directs se chiffrent à plus de 100.000 écoliers et 9.000 enseignants sur tout le territoire de l'Etat.

Les enseignements tirés

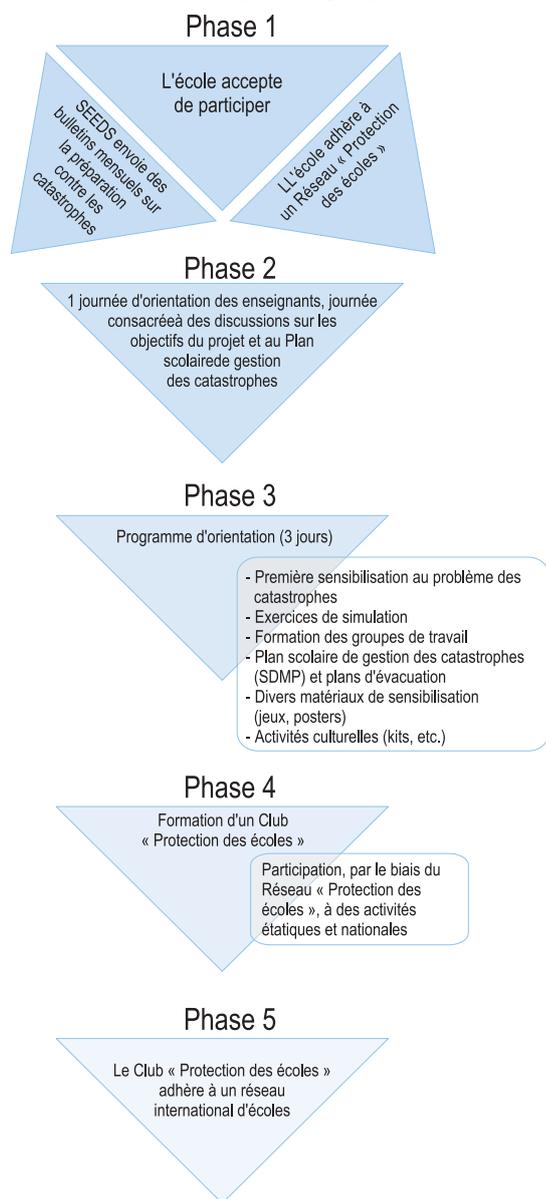
Les écoles préparent l'avenir de la société. Leur protection est donc le meilleur point de départ pour inculquer une culture de prévention contre les catastrophes. L'Initiative de sauvegarde des écoles au Goudjerat est une initiative pilote en matière de méthodologie de protection des écoles, et cette initiative a démontré que cette méthodologie peut être répandue et intégrée au secteur de l'éducation. L'intérêt manifesté par le gouvernement de l'Etat du Goudjerat et sa participation au projet ont transformé ce projet pilote en pratique étatique.

Le projet a rendu service à environ 105.000 écoliers de 175 écoles. Sur ces 175 écoles, 150 se trouvent dans les villes couvertes par le projet, en plus des 25 écoles pilotes situées chacune dans les 25 districts du Goudjerat. Le volet « Formation des enseignants » a réussi à enrôler 100 enseignants-formateurs et a formé directement plus de 9.000 enseignants. Ce volet du projet a créé un modèle de contenu de formation qui peut être facilement reproduit dans d'autres écoles. Pour ce qui est des endroits où le projet n'a pas encore été mis en œuvre, une intervention formelle sous forme d'ouvrages scolaires destinés aux écoliers des classes supérieures y est actuellement menée. Cette intervention ne produit cependant pas les effets désirés auprès des écoliers, et les enseignants éprouvent des difficultés à enseigner ce nouveau programme sans orientation ou formation préalable.

« Mon école a pris de nombreuses initiatives de protection contre les catastrophes. Nous disposons aujourd'hui d'un plan d'évacuation d'urgence. Nous avons également créé des groupes de travail et nous leur avons donné des formations : des groupes de travail sur les recherches et les secours, sur les secours d'urgence, sur la protection contre les incendies, sur l'évacuation et sur l'éveil des consciences. Ces activités sont menées de manière à la fois amusante et très instructive pour les enfants. »

Mlle Nita Joshi, Directrice de Kumkum Vidhyalaya (Ahmedabad), une des écoles ciblées par le projet.

Méthodologie du projet





www.unisdr.org/wdrc-2006-2007



Secrétariat interinstitutionnel des Nations Unies pour la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ONU/SIPC),

Palais des Nations
CH 1211 Genève 10, Suisse.
Tel: +41 22 9172529/762/759
Fax: +41 22 917 0563
isdr@un.org
www.unisdr.org

ONU/SIPC Afrique,
Nairobi, Kenya.
isdr-africa@unep.org
www.unisdrafica.org

ONU/SIPC Asie & Pacifique,
Bangkok (Thaïlande) et
Douchanbé (Tadjikistan).
isdr-bkk@un.org
www.unisdr.org/asia

ONU/IPC Amérique latine & Caraïbes,
Panama, République du Panama.
eird@eird.org
www.eird.org

Plate-forme de l'ONU/SIPC pour la promotion des alertes précoces,
Bonn, Allemagne.
isdr-ppew@un.org
www.unisdr-earlywarning.org